



PRÉFET DES COTES-D'ARMOR

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service environnement

Arrêté réglementant la pêche en eau douce
des poissons migrateurs pour 2020

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le règlement européen R(CE) n° 1100/2007 du 18 septembre 2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 120-1, L. 436-11, R. 436-44 à R. 436-68;
- VU la décision de la Commission européenne du 15 février 2010 portant approbation du plan français de gestion de l'anguille, conformément au règlement (CE) n° 1100/2007 du conseil instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2010-1110 du 22 septembre 2010 relatif à la gestion et à la pêche de l'anguille;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la mise en place d'autorisations de pêche de l'anguille en eau douce ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 octobre 2010 relatif aux obligations de déclarations de captures d'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) par les pêcheurs d'eau douce ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 février 2016 modifié relatif aux dates de pêche de l'anguille européenne ;
- VU l'arrêté préfectoral encadrant la pêche de loisir du saumon atlantique sur les cours d'eau du comité de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI) des cours d'eau bretons pour la période 2018-2020 ;
- VU le relevé de décisions du comité de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI) des cours d'eau bretons du 15 novembre 2019 concernant l'expérimentation de la pêche au saumon sur Le Léguer ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2019 réglementant la pêche en eau douce dans les Côtes-d'Armor pour l'année 2020 ;
- VU l'avis du 7 février 2020 de la Fédération des Côtes-d'Armor pour la pêche et la protection du milieu aquatique (FDPPMA) ;

.../...

VU l'avis du 7 février 2020 de l'Office français de la biodiversité ;

VU la consultation du public réalisée par voie électronique du XX février 2020 au YY mars 2020 ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Objet

Le présent arrêté fixe pour l'année 2020 les conditions dans lesquelles la pêche des poissons migrateurs définis à l'article R. 436-44 du code de l'environnement est autorisée.

ARTICLE 2 : Conditions d'exercice de la pêche du saumon

1. Définition du pêcheur de saumon

Sur les cours d'eau classés à migrateurs du département des Côtes-d'Armor, l'usage d'une ligne en nylon mono filament dont le diamètre est égal ou supérieur à 20/100^{ème} de millimètre ou d'une tresse multibrins ou d'une tresse avec bas de ligne en nylon dont le diamètre est égal ou supérieur à 20/100^{ème} de millimètre qualifie le pêcheur de saumon.

En conséquence, tout pêcheur ainsi équipé sera considéré comme étant en action de pêche du saumon et devra se conformer à la réglementation concernant cette espèce, dont notamment :

- avoir acquitté le « supplément migrateurs » de la redevance pour protection du milieu aquatique ;
- détenir une marque d'identification non utilisée ainsi que le carnet de déclaration nominatif ;
- respecter les périodes et modes de pêche définis au présent arrêté.

2. Les cours d'eau concernés

La pêche du saumon est autorisée sur les cours d'eau suivants :

| COURS D'EAU | DELIMITATION DE LA PARTIE AMONT | DELIMITATION DE LA PARTIE BASSE |
|-------------|---|---|
| Léguer | Du confluent du Guic et du Guer (commune de BELLE-ISLE-EN-TERRE) au confluent du ruisseau Nénez (communes de LOUARGAT et PLOUNEVEZ-MOEDEC). | Du confluent du ruisseau Nénez (communes de LOUARGAT et PLOUNEVEZ-MOEDEC) au pont de Kermaria à LANNION (commune de LANNION). |
| Trieux | Du lieu-dit Pont-Guialou (communes de ST ADRIEN et PLOUMAGOAR) à l'aval du déversoir de Milin Kerhé (communes de PABU et PLOUISY) | De l'aval du déversoir de Milin Kerhé (communes de PABU et PLOUISY) au barrage de Goas Vilinic (communes de PONTRIEUX et PLOEZAL). |
| Leff | De la cascade de l'étang de CHATELAUDREN au pont de Traou Goaziou (RD 94, communes de LANNEBERT et GOMMENECH) | Du pont de Traou Goaziou (RD 94, communes de LANNEBERT et GOMMENECH) à l'ancien barrage du Houel (communes de PLOURIVO et QUEMPER-GUEZENNEC). |

| COURS D'EAU | DELIMITATION DE LA PARTIE AMONT | DELIMITATION DE LA PARTIE BASSE |
|-------------|--|---|
| Gouët | Du barrage de St-Barthélémy (communes de PLOUFRAGAN et LA MEAUGON) au pont des Bouessières (communes de TREMUSON et ST- BRIEUC). | Du pont des Bouessières (communes de TREMUSON et ST-BRIEUC) au pont de Gouët (communes de ST-BRIEUC et PLERIN). |

La pêche du saumon de printemps est autorisée sur les parties amont et basses de ces cours d'eau.

La pêche du castillon est autorisée uniquement sur les parties basses de ces cours d'eau à partir du 16 juin 2020.

La pêche du saumon bécard ou saumon de descente est interdite toute l'année.

3. Les périodes et modes de pêche autorisés

Le tableau suivant récapitule les périodes et modes de pêche autorisés sur l'ensemble du département pour la pêche du saumon :

| COURS D'EAU | TRONCON | DATES D'OUVERTURE (jour début et fin inclus) | MODALITES DE PECHE (jour début et fin inclus) |
|-----------------------------------|--------------|---|--|
| Léguer Leff Trieux Gouët | partie amont | du 14 mars au 15 juin 2020 (sauf mardis et vendredis non fériés) | Tous leurres et appâts naturels. |
| Léguer Leff | partie basse | du 14 mars au 31 juillet 2020 et du 1er septembre au 6 octobre 2020 (sauf mardis et vendredis non fériés) | Tous leurres et appâts naturels jusqu'au 30 juin 2020, mouche artificielle fouettée seule du 1 ^{er} au 31 juillet 2020 et du 1er septembre au 6 octobre 2020. |
| Trieux | partie basse | Du 14 mars au 31 juillet 2020 et du 1er septembre au 6 octobre 2020 (sauf mardis et vendredis non fériés) pêche interdite les jeudis non fériés du 14 mars au 15 juin 2020 | Tous leurres et appâts naturels jusqu'au 30 juin 2020, mouche artificielle 2020 et du 1er septembre au 6 octobre 2020. |
| Gouët | partie basse | Du 14 mars au 31 juillet 2020 (sauf mardis et vendredis non fériés) | Tous leurres et appâts naturels jusqu'au 30 juin 2020, mouche artificielle fouettée seule autorisée du 1 ^{er} au 31 juillet 2020. |

L'usage de flotteurs, buldos, bombettes de toute densité, destinés à soutenir la ligne, est interdit sur l'ensemble des cours d'eau concernés.

La pêche du saumon ne peut s'effectuer que depuis la rive, à l'exception de la pêche à la mouche pour laquelle l'usage de cuissardes, uniquement, est autorisé pour pêcher dans l'eau.

La réglementation qui s'applique sur le Douaron est celle du département du Finistère.

4. Les limitations du nombre de captures de saumons

Le total annuel de captures (TAC) s'entend comme le total autorisé de captures par bassin pour les saumons de printemps et castillons.

Les saumons de printemps sont des saumons de plusieurs hivers de séjour marin (PHM).

Les castillons ou 1HM sont des saumons ayant un seul hiver de séjour marin (1HM), le castillon étant identifié par sa taille inférieure à 67 cm.

. Leff : TAC de saumons de printemps ou PHM = 10
TAC de castillons ou 1HM = 82

. Trieux : TAC de saumons de printemps ou PHM = 31
TAC de castillons ou 1HM = 245

. Léguer : TAC de saumons de printemps ou PHM = 49
TAC de castillons ou 1HM = 393

. Gouët : TAC de saumons de printemps ou PHM = 2
TAC de castillons ou 1 HM = 12.

Dès que le TAC de saumons de printemps est atteint, la pêche est immédiatement fermée ; dans ce cas, elle peut rouvrir le 16 juin 2020, date de début de la période de pêche des castillons.

Pour éviter toute contestation, tout saumon capturé avant le 16 juin 2020 inclus sera réputé être un saumon de printemps, quelle que soit la taille du poisson.

A partir du 16 juin 2020 la pêche des saumons de printemps est interdite, même si le TAC de saumons de printemps n'est pas atteint. Ces poissons, identifiés par leur taille (poissons de 67 cm et plus) doivent être remis à l'eau ; seule est autorisée la pêche des castillons jusqu'à la date normale de fermeture ou jusqu'à ce que le TAC global pour le bassin soit atteint, s'il l'est avant cette date.

Pour assurer une meilleure déclaration des captures, les pêcheurs doivent signer un acte d'engagement auprès de la FDPPMA lors du retrait de la première bague. Ils doivent être en possession d'une seule bague à la fois et doivent remettre leur déclaration à la FDPPMA pour en obtenir une nouvelle.

Si le TAC de saumons de printemps est dépassé, le TAC de castillons peut être revu à la baisse.

La taille minimale de capture du saumon est de 50 cm.

5. Quotas individuels

Outre la mesure de gestion de l'espèce basée sur le TAC, et dans un objectif de partage de la ressource, un quota individuel est fixé à 6 saumons par an et par pêcheur dont au maximum 2 saumons de printemps (2 PHM).

6. Expérimentation de pêche « no kill » sur le Léguer

A titre expérimental, et uniquement sur le Léguer entre le Pont-Louars (communes de TREGROM et PLOUNEVEZ-MOEDEC) et le Pont de Kermaria à LANNION, la pêche du saumon de printemps à la mouche fouettée avec graciation des captures (no-kill) pourra être autorisée par le préfet de région après l'atteinte du TAC de saumons de printemps et jusqu'au 15 juin 2020 inclus.

Les modalités précises de mise en œuvre de cette expérimentation seront définies par arrêté du préfet de région.

ARTICLE 3 : Conditions d'exercice de la pêche de la truite de mer

Sous réserve que le pêcheur ait acquitté le « supplément migrateurs » de la redevance pour protection du milieu aquatique, la pêche de la truite de mer est autorisée du 14 mars à 8 h 00 au 20 septembre 2020 inclus.

La pêche de la truite de mer dite "bécard " ou "de descente" ou " ravalée " est interdite toute l'année.

Le nombre de captures de truites autorisé, par pêcheur et par jour, est fixé à six, truites de mer et truites de rivière confondues. Le nombre de captures de truites de mer est limité à deux par jour et par pêcheur. La taille minimale de capture de la truite de mer est de 35 cm.

ARTICLE 4 : Conditions d'exercice de la pêche de l'anguille

La pêche de l'anguille de moins de 12 cm et la pêche de l'anguille argentée sont interdites.

Les dates de pêche de l'anguille jaune sont fixées par arrêté ministériel.

Chaque pêcheur est tenu d'enregistrer ses captures d'anguilles dans un carnet de pêche ; celui-ci, établi pour une saison de pêche, doit comporter la date, le lot ou le secteur de capture, le poids ou le nombre d'anguilles capturées.

ARTICLE 5 : Conditions d'exercice de la pêche de l'alose

Toute alose capturée doit être remise à l'eau immédiatement.

ARTICLE 6 : Conditions d'exercice de la pêche de la lamproie marine

La pêche de la lamproie marine est interdite toute l'année sur l'ensemble des cours d'eau.

ARTICLE 7 : Réserves temporaires et interdictions de pêche

Les réserves de pêche référencées dans l'article 13 et listées en annexe 1 de l'arrêté général réglementant la pêche en eau douce du 21 décembre 2018, ainsi que l'interdiction de pêche sur le Jaudy édictée par l'article 4 de ce même arrêté, s'appliquent aux poissons migrateurs.

ARTICLE 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être contesté devant le Tribunal administratif de RENNES par un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication.

Il peut également faire l'objet auprès du préfet des Côtes-d'Armor d'un recours gracieux; celui-ci prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télé recours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr

ARTICLE 9 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture, les sous-préfets des arrondissements de DINAN, GUINGAMP et LANNION, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant de groupement départemental de Gendarmerie nationale, la directrice départementale de la sécurité publique, le directeur départemental des finances publiques, les agents de l'Office français de la biodiversité, les agents de l'Office national des forêts, les gardes-pêche particuliers assermentés, les autres agents visés à l'article L. 437-1 du code de l'environnement et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les mairies des Côtes-d'Armor et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor.

Fait à Saint-Brieuc, le